



SOMMET MONDIAL DE LA DIASPORA, DUBLIN 2022

Groupe de travail thématique n° 3 : Le capital social des diasporas

Le gouvernement irlandais, Dr Larisa Lara et Roberto Cancel de l'Organisation internationale pour les migrations, Dr Martin Russell et Kingsley Aikins du Networking Institute ont contribué à ce document d'orientation.



Rialtas na hÉireann
Government of Ireland



Ce document d'orientation a été rédigé par le groupe Action politique du Sommet mondial de la diaspora (GDS). Ce document a pour unique objectif d'orienter les groupes de travail thématiques en leur fournissant des informations et des instructions en vue d'atteindre les résultats attendus du GDS. À visée instructive, ce document d'orientation est conçu pour appuyer le groupe de travail thématique et ne doit pas être considéré comme un recueil exhaustif des connaissances théoriques et pratiques en rapport avec le sujet du groupe de travail.

Le groupe Action politique n'accepte aucune responsabilité et ne donne aucune garantie quant à la validité et la véracité des informations contenues dans ce document. Comme l'engagement de la diaspora évolue constamment, la base de connaissances fournie ici doit être comprise en situation et comme guide de réflexion pour le groupe de travail thématique. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement hôte du groupe de travail technique ou du groupe Action politique du GDS.

Ce document ne peut être reproduit, que ce soit en tout ou en partie, sans en citer la source.

Table des matières

1. Introduction	4
2. Le capital social des diasporas pour les pays d'origine.....	5
2.1 Politique des diasporas	6
2.2 Stratégies de communication des diasporas.....	8
2.3 Mise en réseau de la diaspora	9
2.4 Soutenir les diasporas vulnérables	12
2.5 Engagements du capital social de la diaspora : considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre.....	13
3. Capital social des diasporas pour les pays de résidence	14
3.1 Plaidoyer et vision politique	15
3.2 Leadership politique et civique	16
3.3 L'autonomisation civique des diasporas dans un monde post-pandémique.....	16
3.4 Délimiter les considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre pour les pays de résidence	18
4. Construire un avenir cocréé pour le capital social des diasporas	18
4.1 Agir et produire des effets : politiques, programmes et partenariats	19
5. Trois questions destinées à éclairer le groupe de travail thématique	21
6. Résultats attendus du groupe de travail technique	22
Conclusion.....	23

Permettre la participation et l'engagement politiques des migrants dans leur pays d'origine, notamment dans les processus de paix et de réconciliation, dans les élections et les réformes politiques, par exemple en établissant des registres de vote pour les citoyens à l'étranger, et par la représentation parlementaire, conformément à la législation nationale (Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières).

1. Introduction

L'intérêt porté à la participation politique et civique active des communautés de la diaspora, tant dans les pays d'origine que dans les pays de résidence, comme le prévoit le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, souligne l'importance de l'engagement de son capital social.¹ L'OIM définit le capital social comme « les réseaux de relations entre les personnes qui vivent et travaillent dans une société donnée, permettant à cette société de fonctionner efficacement ».²

Ces réseaux fonctionnent en général par le biais de deux types de participation : politique et civique. Dans ces domaines, ces réseaux peuvent être formels et informels, ce qui pose d'importants défis et opportunités aux gouvernements des pays d'origine et de résidence pour concevoir des stratégies ou des systèmes d'engagement cohérents afin de promouvoir un engagement plus formel des diasporas. Cette situation renforce le niveau de partenariat et les approches multipartites nécessaires auxdits réseaux opérant dans des espaces politiques et sociaux différents.

Dans cette optique, les initiatives de mobilisation du capital social des diasporas jouent un rôle déterminant dans la définition d'un cadre participatif et inclusif de leur implication. Dans ce groupe de travail thématique, des sujets spécifiques tels que la participation politique dans les deux pays d'origine (ancestrale) et de résidence et la participation civique (y compris par le biais d'organisations de la société civile), seront abordés.³

En termes de participation politique, les réflexions clés porteront sur le rôle de la politique de la diaspora dans des domaines tels que le plaidoyer, le lobbying et la participation politique. La priorité accordée à la participation civique permettra d'évaluer comment et pourquoi les membres de la diaspora adhèrent à des organisations de la société civile et à d'autres formes d'engagement civique comme le leadership et le soutien à des membres vulnérables de la diaspora. Ces domaines ne sont en aucun cas exhaustifs, mais ils fournissent une perspective instructive pour évaluer comment les gouvernements peuvent mobiliser le capital social des diasporas.

¹ Pour tous les documents de référence du GDS, la définition officielle de la diaspora de l'OIM est retenue. Elle définit la diaspora comme « les migrants ou les descendants de migrants dont l'identité et le sentiment d'appartenance, réels ou symboliques, ont été façonnés par leur expérience migratoire et leur parcours. Ils entretiennent des liens avec leur pays d'origine et les uns avec les autres, sur la base d'un sentiment partagé d'histoire, d'identité ou d'expériences collectives dans le pays de destination. » Cette information provient de l'OIM. (2019). Glossary on Migration. International Migration Law, n° 34. OIM. Genève.

² Cette définition a été fournie par l'OIM aux fins de ce document d'orientation.

³ Cette approche s'aligne sur celle du capital social de la diaspora telle qu'elle est présentée dans le Diaspora Mapping Toolkit de l'OIM.

Le capital social des diasporas permet également de comprendre la composition organisationnelle de celles-ci, ce qui éclaire les types de réseaux et d'organisations qui y travaillent. Il s'agit également d'une opportunité permettant de comprendre les objectifs, les préoccupations et les besoins de votre diaspora en termes de relations civiques avec les pays d'origine et de destination.

La mise en œuvre de mesures visant à favoriser la participation civique et politique des diasporas permet aux pays d'origine et de destination de jeter les bases d'autres participations dans des domaines tels que le capital culturel, économique et humain, qui y sont liés. Cette démarche peut avoir un impact significatif dans une multitude de domaines, y compris, mais sans s'y limiter, la compétitivité économique, le développement humain, l'image de marque de la nation et la sécurité.

2. Le capital social des diasporas pour les pays d'origine

La valorisation du capital social des diasporas pour les pays d'origine suit généralement la stratégie 3E (engage, enable, and empower) de l'OIM sur l'engagement des diasporas, qui consiste à les mobiliser, responsabiliser et renforcer. Ainsi, les pays d'origine se sont principalement attachés à préparer les organisations et les réseaux de diasporas à devenir des acteurs influents du développement national de leur pays d'origine. Ils ont également été envisagés comme des dépositaires d'accès et de réseaux pour faire avancer les visions de politique étrangère des pays d'origine également.

Dans ce contexte, certains défis et thèmes ont émergé en termes de domaines d'engagement essentiels du capital social des diasporas. L'essor de la politique de la diaspora, qui englobe sa participation politique dans le pays et à l'étranger par le biais de divers projets, dont la représentation politique et la défense des intérêts, a joué un rôle central dans cette évolution. Par exemple, la diaspora irlandaise aux États-Unis a joué un rôle déterminant dans le cheminement vers la paix en Irlande du Nord. Les gouvernements des pays d'origine réfléchissent désormais à des moyens créatifs et originaux de renforcer la participation civique et politique de leurs diasporas.

Au-delà de la portée politique, l'engagement du capital social des diasporas gagne en importance grâce à leurs politiques et stratégies qui proposent de nouveaux outils pour aider à développer leurs capacités et leur leadership. Il s'agit également d'intégrer de nouvelles stratégies de communication pour garantir un dialogue cohérent et structuré entre les diasporas et les dirigeants civiques et politiques des pays d'origine.

L'un des objectifs fondamentaux de ce travail consiste à soutenir la diaspora, ce qui ressort particulièrement de leur volonté de renforcer leur capital social et de prêter assistance aux membres les plus vulnérables. Il va de soi que l'engagement des diasporas doit être mutuellement bénéfique.

Renforcer le soutien aux membres vulnérables de la diaspora permet naturellement aux gouvernements des pays d'origine de gagner en crédibilité pour leurs activités d'engagement auprès des diasporas en suscitant la confiance de ces dernières par un effort à long terme en faveur du bien-être collectif de tous leurs membres. Dans ce contexte, le défi que doit relever le gouvernement tient au fait que ces couches de la communauté sont souvent cachées ou ont peur de s'engager auprès des entités gouvernementales officielles. Par conséquent, l'importance du partenariat pour sensibiliser ces communautés est cruciale.

Une brève évaluation de cinq domaines d'intervention clés fournit une base solide d'approches organisationnelles et opérationnelles fondamentales pour les gouvernements des pays d'origine afin d'engager le capital social des diasporas.

2.1 Politique des diasporas

Les communautés de diasporas peuvent, dans certains cas, devenir très politisées, ce qui peut provoquer des tensions entre ces dernières et le gouvernement, mais aussi au sein de la diaspora elle-même. Alors que l'impact sur le développement sera inextricablement lié au leadership politique et de haut niveau dans les pays d'origine, il convient de reconnaître la demande croissante des diasporas d'avoir une influence active sur la gouvernance de leur participation.

Ce constat soulève une réflexion intéressante, quoique quelque peu subtile, sur l'engagement du capital social des diasporas. Si la participation de la diaspora devient trop politisée, elle risque alors de stagner. Par conséquent, existe-t-il un moyen de s'assurer que la demande d'influence politique des diasporas ne s'étende pas à un engagement trop politisé ?

À travers le prisme de la politique des diasporas, on constate l'émergence de tendances et d'outils clés qui tendent vers cet équilibre. Fondamentalement, ces outils visent à donner à la diaspora un sens plus fort de l'agence dans les modèles de gouvernance de l'engagement de la diaspora. Ils sont conçus pour garantir que les gouvernements des pays d'origine et leurs diasporas suivent le même parcours de développement sans nécessairement rendre ces engagements ouvertement politiques.

Étude de cas n° 1 - Dialogue diasporique en Tunisie

L'objectif du Dialogue diasporique est la création d'un réseau d'associations de la diaspora tunisienne, d'une part, et l'établissement d'un dialogue structuré et durable entre les associations elles-mêmes et avec les institutions en Tunisie, d'autre part.

Le dialogue utilise à la fois le réseautage numérique et les événements de réseautage en personne. En 2021, un grand dialogue civique a été organisé en Tunisie, auquel ont participé des représentants des associations de la diaspora tunisienne. Des partenaires gouvernementaux et de coopération au développement ont également pris la parole lors de ce rassemblement.⁴

La poursuite de dialogues structurés avec les diasporas permet d'assurer un accès continu aux décideurs de ces dernières. De même, cette approche présente l'avantage supplémentaire de fournir aux gouvernements des pays d'origine une analyse en temps réel des objectifs, des préoccupations ou des besoins des diasporas. Ces dialogues peuvent prendre de nombreuses formes et s'appuyer à la fois sur des participations numériques et en personne.

Par exemple, le gouvernement de la République des Philippines accueille la série Ugnayan, qui est une forme de dialogue avec la diaspora visant à « continuer d'entrer en contact avec les Philippines dans diverses régions du monde pour surveiller le bien-être des migrants, discuter des moyens de coopération pour l'engagement de la diaspora », et la Commission des Philippines à l'étranger (CFO) organise la série Ugnayan en « partenariat avec diverses agences gouvernementales et non gouvernementales. »⁵ Ces dernières années, il y a eu une pléthore de conférences nationales de la diaspora à travers le monde, conçues pour lancer ou maintenir des processus de dialogue avec les

⁴ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://www.icmpd.org/our-work/projects/diasporal-dialogue>.

⁵ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://cfo.gov.ph/ugnayan-series/>.

différentes communautés. Par exemple, le gouvernement irlandais a organisé deux Forums civiques irlandais mondiaux.⁶ De même, des acteurs non gouvernementaux tels que GERMIN dans la région des Balkans, par le biais de Diaspora Flet (Diaspora Speaks), ont favorisé ce type de participation dans des dialogues.⁷

En ce qui concerne la stratification de la base institutionnelle croissante pour un tel travail, les politiques et stratégies des diasporas ont adopté la création de plusieurs formes d'appareils officiels pour fonder les engagements politiques des communautés diasporiques. Le Fonds mondial pour les diasporas de l'Union européenne a produit une cartographie de la participation des diasporas qui donne un aperçu de ces approches.⁸ Qu'il s'agisse de ministères, d'unités ou de bureaux de la diaspora, l'importance de fournir un foyer institutionnel pour l'engagement des diasporas devrait être un objectif primordial de toutes les politiques et stratégies y afférentes. Ces entités apportent les éléments de base grâce auxquels une approche de l'ensemble du gouvernement et de la société peut être intégrée dans l'engagement formel des diasporas.

Avec de tels cadres établis pour la formalisation interne de l'engagement des diasporas, d'autres outils sont apparus comme importants pour la mobilisation de leur capital social dans les pays d'origine. Par exemple, plusieurs gouvernements, s'inspirant du travail formateur du gouvernement mexicain, qui a déjà utilisé un conseil consultatif pour intégrer les diasporas dans la gouvernance de ces engagements, ont mis en place des outils similaires.

Ces entités contribuent à créer un sentiment d'appropriation de la diaspora dans la conception et la mise en œuvre des engagements en lui offrant un siège à la table des dirigeants. Bien que ces outils doivent sans doute être améliorés, les premiers exemples montrent comment ils peuvent être conçus stratégiquement pour engager les diasporas à travers les géographies, les secteurs et les profils communautaires.

Étude de cas n° 2 - Conseil de coordination de la diaspora albanaise

Le Conseil de coordination de la diaspora albanaise vise à protéger et à renforcer les relations avec cette dernière. Le Conseil de coordination de la diaspora, composé de 15 membres dotés d'un statut spécial, a été créé pour promouvoir une coopération plus étroite entre les institutions publiques et les communautés albanaises du monde entier.

Les membres du conseil représentent les principaux pays de destination de la diaspora albanaise. Il a construit sa propre culture de gouvernance spécifique à travers un règlement intérieur et sa création a été légiférée par les cadres gouvernementaux respectifs en Albanie. Ces règles fournissent des orientations sur les opérations clés du conseil, telles que la sélection de ses directeurs.⁹

Alors que la participation politique des diasporas peut être instrumentalisée par le biais de ces mesures, leur engagement politique le plus direct porte sur les domaines axés sur les droits, tels que

⁶ Pour de plus amples informations, veuillez consulter <https://www.dfa.ie/global-irish/support-overseas/global-irish-civic-forum/>.

⁷ Pour de plus amples informations, veuillez consulter <https://germin.org/diaspora-flet/en/en/>.

⁸ Pour de plus amples informations, veuillez consulter <https://diasporaforddevelopment.eu/diaspora-engagement-map/>.

⁹ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://diaspora.gov.al/en/mbledhja-e-pare-e-keshillit-koordinues-te-diaspores/>.

la transférabilité de leurs droits dans leur pays d'origine et les droits de vote. Il existe de nombreuses publications sur l'engagement politique potentiel des diasporas dans les pays d'origine. Alors que certains pays adoptent des critères d'éligibilité et de fonctionnement différents pour une telle participation (qu'il s'agisse de processus d'enregistrement, de procédures de vote, de limites d'éligibilité basées sur le temps passé à l'extérieur du pays, de limites sur les types d'élections auxquelles les diasporas peuvent participer, de différentes représentations de l'implication politique des diasporas, et d'autres critères), l'engagement politique des diasporas à un titre ou à un autre est désormais considéré comme une pratique normale pour les pays d'origine.

Étude de cas n° 3 - L'Assemblée nationale française est composée de 577 députés, qui sont élus pour cinq ans. Depuis juin 2012 (14e législature), 11 députés sont élus par des citoyens français vivant hors de France.¹⁰

Une brève note de définition s'impose ici, car cette participation est généralement fondée sur la citoyenneté. Tandis qu'un impact plus large sur le développement impliquera probablement un concept plus étendu de la notion même de diaspora, à travers et au-delà de la citoyenneté, les gouvernements des pays d'origine doivent comprendre les différentes catégorisations de la diaspora qui participera à différentes activités dans leur portefeuille de politiques. Ce point revêt une importance grandissante lorsqu'il s'agit de déterminer comment façonner une autre influence clé dans la mobilisation du capital social des diasporas ; les stratégies de communication efficaces des diasporas.

2.2 Stratégies de communication des diasporas

Alors que les processus de dialogue évoqués en sus sont une composante des communications avec la diaspora, ils ne représentent toutefois qu'un seul aspect d'une nouvelle fascination pour l'élaboration de stratégies efficaces qui visent les communautés pour les pays d'origine. Ce type de stratégies témoigne de la nécessité de pouvoir être à l'écoute des diasporas.

L'objectif d'un tel travail de communication consiste également à répondre à une demande toujours plus forte des diasporas de garantir la responsabilité et la transparence des codes de gouvernance qui sous-tendent leur implication dans les pays d'origine. La capacité à rapprocher les diasporas et le gouvernement avec davantage de constance et de cohérence constitue un facteur clé de la réussite de l'engagement des diasporas. Il s'agit en effet d'éviter toute rupture entre ce que la diaspora peut faire et les projets gouvernementaux visant à la faire participer.

Les outils de communication disponibles pour y parvenir présentent de multiples facettes. Ainsi, grâce au foyer institutionnel pour l'engagement des diasporas, les pays d'origine établissent des supports de communication courants tels que des brochures ou des bulletins d'information. Le gouvernement du Chili, par exemple, publie la brochure *Somos Todos (Chile We Are All)*, une publication à l'intention de tous les Chiliens qui se trouvent à l'étranger.¹¹

De nombreux gouvernements optent également pour une administration en ligne et des centres de communication numérique pour assurer la diffusion active d'informations fiables et de services consulaires à leurs diasporas. Le gouvernement doit prendre l'initiative à cet égard, car il est essentiel

¹⁰ Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <https://www2.assemblee-nationale.fr/langues/welcome-to-the-english-website-of-the-french-national-assembly>.

¹¹ Pour plus d'informations, veuillez consulter https://chilesomostodos.gob.cl/chilesomostodos/site/tax/port/all/taxport_2___1.html.

d'établir une source d'information et de soutien fiable pour la diaspora à une époque de plus en plus vulnérable à la désinformation. Ces outils se rapprochent souvent d'autres aspects du capital social des diasporas. Par exemple, le gouvernement indien dispose d'un portail de services en ligne pour les électeurs et d'un système de gestion des services consulaires en ligne (MADAD).¹²

Ce dernier permet aux Indiens non résidents de faire part de leurs doléances lorsqu'ils sont à l'étranger. Il a enregistré 77 144 litiges, dont 72 376 ont été résolus. Il compte 23 390 étudiants inscrits et plus de 172 872 utilisateurs enregistrés au total.¹³ Ces plateformes de communication directe peuvent rationaliser la prestation de services par les gouvernements qui impliquent davantage le capital social de la diaspora dans le temps. Néanmoins, le partenariat peut également s'avérer un moyen efficace d'assurer que les stratégies de communication ont un impact durable.

Les partenaires d'envergure pour de telles stratégies de communication, notamment les médias, sont abordés dans d'autres documents de référence du groupe de travail technique dans des domaines tels que le capital culturel et humain de la diaspora, mais les gouvernements peuvent entretenir des partenariats stratégiques clés pour aider à développer les stratégies de communication. Il peut s'agir d'un partenariat avec les médias classiques et ceux de la diaspora, ainsi que d'un investissement dans des outils innovants tels que les applications mobiles.

Étude de cas n° 4 - Prix du plaidoyer en faveur de la migration et des médias

En reconnaissance du rôle significatif des médias dans la diffusion de l'information et la promotion de la migration et du développement, les Migration Advocacy and Media (MAM) Awards ont été conçus en 2011 par la Commission des Philippines à l'étranger pour la célébration du Mois des Philippines à l'étranger et de la Journée internationale des migrants aux Philippines chaque année en décembre. Les MAM Awards saluent les contributions positives et significatives des médias, des institutions et des praticiens dans les domaines de la presse écrite, de la radio, du cinéma et de la télévision, de la publicité et de l'internet, issus d'organisations médiatiques gouvernementales et privées aux Philippines et à l'étranger, dans la sensibilisation du public aux questions de migration des Philippines (c'est-à-dire le trafic d'êtres humains, le recrutement illégal, la fuite et la circulation des cerveaux, les flux de transferts de fonds, la crise politique, les familles laissées derrière par les migrants, etc.) en défendant la cause des Philippines à l'étranger et en promouvant une image positive de ces derniers.

Depuis 2011, ce prix a été décerné à 50 lauréats dans six catégories (le prix du journalisme de la presse écrite, le prix du journalisme de la radio, le prix du journalisme de la télévision, le prix des médias cinématographiques, le prix des médias interactifs et le prix de la publicité) et il vise à souligner le rôle crucial des médias dans la prise en charge des questions et préoccupations liées à la migration des Philippines.¹⁴

2.3 Mise en réseau de la diaspora

Jusqu'à présent, ce chapitre a couvert le rôle du gouvernement dans la mise en place de la base institutionnelle et informationnelle grâce à laquelle les politiques et les stratégies de communication des diasporas permettent d'établir des relations entre ces dernières et les pays d'origine afin de

¹² Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://madad.gov.in/AppConsular/welcomeLink>.

¹³ Informations tirées du site Internet de Madad (<https://madad.gov.in/AppConsular/welcomeLink>).

¹⁴ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://cfo.gov.ph/mam-awards/>.

favoriser une participation de leur capital social. Par ailleurs, nous devons impérativement nous concentrer sur la dynamique de la diaspora et tenter de mettre en place une collaboration active entre ses acteurs afin de renforcer son leadership, les organisations de la société civile, et ses réseaux.

La prospérité et le dynamisme des organisations de la diaspora sont le fruit d'un effort stratégique à long terme des gouvernements des pays d'origine pour mettre en place une infrastructure communautaire qui pourra, espérons-le, se développer avec le temps sans leur soutien. Le pays d'origine doit jouer ce rôle d'incubateur pour aider à harmoniser les capacités externes de la diaspora avec les capacités internes créées par ses politiques ou stratégies.

Dans ce domaine, le déploiement de registres ou de répertoires de la diaspora constitue un instrument à la fois simple et efficace, adopté par de nombreux pays d'origine. Ceux-ci fournissent une liste de référence, par le biais d'une recherche gouvernementale, des organisations de la société civile et des dirigeants de la diaspora vérifiés. Des progrès ont également été réalisés en termes de création de telles listes au niveau individuel et organisationnel, par exemple, grâce au programme pilote de registre des entités croates à l'étranger mis en œuvre par l'Office central d'État pour les Croates à l'étranger. Une autre intervention récente dans ce domaine est le Nigerian Diaspora Registry de NIDCOM.¹⁵

Étude de cas n° 5 - Registre des entités croates à l'étranger

La phase pilote du projet a été réalisée de septembre à décembre 2018 et elle s'adressait principalement aux Croates d'Argentine, d'Allemagne et des États-Unis. Dans l'intention d'améliorer encore le Registre, la phase pilote a été prolongée jusqu'à la fin du mois de janvier 2019.

Le Registre se veut une base de données numérique et un réseau de communication disponible sous forme d'application Web pour ordinateur de bureau, tablette et téléphone mobile. Les utilisateurs de l'application en ligne du Registre ont la possibilité d'établir des coopérations commerciales, scientifiques, culturelles, sportives et autres avec des Croates de la patrie et du monde entier. En outre, elle permet aux utilisateurs de communiquer directement entre eux et d'être informés des possibilités d'atteindre leurs objectifs professionnels et personnels.¹⁶

Une autre façon créative pour les gouvernements de passer des données à la participation effective par le biais des réseaux de diasporas consiste à s'associer à des organisations externes, directement ou indirectement, pour créer des réseaux ciblés dans la diaspora. Cette démarche a donné lieu à la création d'une série de réseaux mondiaux de diasporas qui en ciblent les surdoués.

Les gouvernements des pays d'origine ont commencé à formaliser et à soutenir ces engagements en élaborant ou en soutenant directement les programmes de récompense et de reconnaissance des diasporas. Ces outils peuvent être un moyen peu coûteux pour les gouvernements de reconnaître l'importance de l'engagement des diasporas et de créer des réseaux de capital social significatifs grâce leur mobilisation.

Étude de cas n° 6 - Des récompenses de classe mondiale en Nouvelle-Zélande

Kea New Zealand a été fondé en 2001 pour connecter et engager les Néo-Zélandais du monde entier au profit de la Nouvelle-Zélande. Cette initiative se concentre sur la mise en relation d'entreprises néo-

¹⁵ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://nidcom.gov.ng/registry/>.

¹⁶ Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <https://nidcom.gov.ng/registry/>.

zélandaises pour des conseils sur le marché, comme un forum pour le partage d'idées et de relations célébrant les réalisations mondiales de la Nouvelle-Zélande, promouvant le retour d'expatriés hautement qualifiés et facilitant le réseautage professionnel.

World Class New Zealand est une initiative du ministère néo-zélandais du Commerce et des Entreprises mise en œuvre par Kea. Les prix annuels World Class New Zealand récompensent les réalisations exceptionnelles de personnalités néo-zélandaises et d'amis de la Nouvelle-Zélande. Le programme de récompenses a débuté en 2003 avec un seul prix et s'est développé jusqu'au programme actuel qui reconnaît les hautes performances dans diverses disciplines et honore un lauréat du prix suprême et un ami de la Nouvelle-Zélande.¹⁷

Cette étude de cas illustre parfaitement la manière dont les diasporas, grâce à leur capital social, peuvent devenir des facteurs de pression ou des catalyseurs capables de canaliser les investissements directs étrangers vers leur pays d'origine. Très souvent, c'est par le biais de leurs réseaux personnels ou professionnels que les diasporas amorcent leur engagement, car elles se sentent plus à l'aise pour déployer de tels mécanismes non financiers pour aider leur pays. Une histoire qui résume bien ce phénomène est celle d'Intel qui a fini par investir en Irlande.

Étude de cas n° 7 - L'histoire d'Intel

IDA Ireland est l'agence gouvernementale irlandaise qui présente l'Irlande comme un pays attrayant pour les investissements directs étrangers (IDE) et plus de 1 000 entreprises étrangères sont désormais implantées en Irlande. L'une d'entre elles est Intel, dont les investissements en Irlande dépassent actuellement 22 milliards de dollars. Cependant, lorsque l'entreprise a envisagé de déplacer son siège de production européen, l'Irlande n'a pas été son premier choix. En effet, Intel n'était pas convaincue que l'Irlande disposait des compétences requises pour construire l'usine et la faire fonctionner. Pour résoudre ce problème, l'IDA a chargé une agence de recrutement de parcourir le monde. Quelque 1 000 ingénieurs irlandais travaillant dans le secteur des semi-conducteurs furent interrogés pour savoir si ces membres de la diaspora irlandaise seraient prêts à revenir en Irlande si des opportunités se présentaient. Environ 80 % d'entre eux ont répondu qu'ils étaient intéressés, ce qui a décidé Intel à s'installer en Irlande. L'impact économique de cette décision sur l'Irlande fut énorme, non seulement en termes de nombre d'employés, mais aussi en matière d'emplois complémentaires générés, résultant de ce choix. En bref, c'est un exemple de Diaspora = Emplois.¹⁸

Les gouvernements des pays d'origine peuvent entreprendre des activités de diplomatie économique par le biais des ambassades et des consulats afin de soutenir également les types de réseaux nécessaires pour dégager des opportunités, comme dans le cas d'Intel ci-dessus, grâce au capital social de la diaspora. Dans cette optique, une compétence clé pour les gouvernements tient à leur capacité à créer, soutenir et pérenniser les réseaux des diasporas.

La tâche peut s'avérer difficile pour les gouvernements seuls, c'est pourquoi des exemples émergent par le biais de partenariats publics et privés qui créent de puissants réseaux de capital social diasporique en considérant la diaspora comme un catalyseur et un moteur de changement. Ce partenariat est ancré dans le fait que ces acteurs et la diaspora elle-même ont un intérêt mutuel à

¹⁷ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://keanewzealand.com/world-class-network/>.

¹⁸ Pour plus d'informations, veuillez voir C. Taylor. (2021). How Intel ended up investing billions in Ireland. *Irish Times*, le 26 mars.

participer à ces réseaux, car ils contribuent au développement personnel, professionnel et institutionnel de ces acteurs. Parmi ces réseaux, citons le World Portuguese Network, un groupe élargi de Portugais d'influence avérée, actifs à l'étranger et qui se sont distingués dans leur domaine d'expertise, à savoir la culture, la citoyenneté, la science et l'économie.¹⁹

Bien qu'un effort visant à favoriser la mise en réseau de la diaspora puisse, à son tour, en renforcer le capital social, il se pourrait qu'il soit plus aisé de mettre en relation ses membres les plus accessibles, comme ceux qui ont réussi et sont bien établis. Ces efforts doivent tenir compte du fait que de nombreux membres des communautés de la diaspora peuvent également être vulnérables et des mesures clés doivent être prises pour en garantir la participation active.

2.4 Soutenir les diasporas vulnérables

La réalisation d'un cycle de participation des diasporas véritablement réfléchi, incluant leur capital social, requiert des gouvernements qu'ils n'en oublient pas les membres plus marginalisés. Par exemple, ceux qui sont en situation irrégulière dans leur pays de résidence, sont confrontés à certains problèmes qu'il conviendra d'aborder en impliquant efficacement la société civile.

L'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 a également montré que les pays d'origine qui avaient déjà investi dans des cadres visant à mobiliser les membres les plus vulnérables de la communauté de la diaspora étaient mieux équipés pour mobiliser des services de soutien à cette cohorte de la communauté. Ces membres de la diaspora ont également été confrontés à des vulnérabilités accrues causées par les crises affectant le marché de l'emploi, et d'autres indices de vulnérabilité touchés par la pandémie.

Au fond, la participation de la diaspora doit permettre deux choses : engager ceux qui ont réussi et soutenir les personnes vulnérables de la diaspora. Le programme de soutien aux émigrés du gouvernement irlandais est un exemple mondial de ce dernier point.

Étude de cas n° 8 - Le programme de soutien aux émigrants (ESP) du gouvernement irlandais

L'ESP se veut une expression tangible du soutien, de l'engagement et de l'intérêt du gouvernement pour les communautés irlandaises dans le monde. Il est géré par l'unité Irish Abroad du ministère des Affaires étrangères à Dublin, en partenariat avec les ambassades et consulats irlandais à l'étranger.

Par le biais de l'ESP, le gouvernement apporte un soutien financier aux organisations qui fournissent des services consultatifs de première ligne et des soins communautaires aux émigrants irlandais, en particulier aux membres les plus vulnérables et marginalisés de notre communauté à l'étranger, notamment les personnes âgées. En outre, l'ESP facilite également les investissements du gouvernement irlandais dans une série de projets culturels, communautaires et patrimoniaux, qui favorisent un sens dynamique de la communauté et de l'identité irlandaise, ainsi que des projets d'investissement stratégiques.

Depuis sa création en 2004, le programme de soutien aux émigrants a aidé plus de 530 organisations dans plus de 36 pays avec des subventions totalisant plus de 200 millions d'euros. Les subventions vont de

¹⁹ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://www.diasporaportuguesa.org/?lang=en>.

*petits montants pour des groupes de base à des allocations importantes accordées à des organisations bénévoles et communautaires opérant à grande échelle.*²⁰

Le modèle de partenariat de l'ESP est déterminant pour son efficacité. En centralisant les connaissances du marché local des ambassades et des consulats, il permet d'identifier des fournisseurs de services fiables par le biais des organisations et des réseaux de la diaspora afin de servir ses membres les plus vulnérables. L'accent mis sur les domaines de la culture, de la communauté et du patrimoine montre également que ces domaines sont le point de ralliement des membres les plus marginalisés de la diaspora. Le rapport intitulé « Supporting the Next Generation of the Irish Diaspora » (Soutenir la prochaine génération de la diaspora irlandaise), qui fait le bilan de dix années d'existence de l'ESP, reconnaît que le programme comprend la capacité thérapeutique de ces zones d'engagement pour accéder aux membres vulnérables de la diaspora et les soutenir.²¹

2.5 Engagements du capital social de la diaspora : considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre

Il ressort clairement des exemples présentés ci-dessus que les gouvernements des pays d'origine peuvent jouer des rôles multiples dans l'engagement du capital social des diasporas. En termes de construction d'une approche structurée à cet égard, le document technique apporte quelques réflexions préliminaires sur les aspects institutionnels, informationnels et techniques de mise en œuvre pour alimenter le capital social des diasporas.

Au niveau institutionnel, le gouvernement peut être responsable de la sauvegarde du développement institutionnel de l'engagement des diasporas afin d'en identifier et d'en mobiliser le capital social. Il peut établir la base législative interne permettant d'engager le capital social des diasporas par la mise en place d'un appareil institutionnel favorisant sa participation au gouvernement, ainsi que par le gouvernement dans des domaines tels que la participation civique et politique.

La dynamique informationnelle pour la participation du capital social d'une diaspora reflète le fait qu'il n'en existe pas qu'une seule pour un pays d'origine donné. En adoptant un tel état d'esprit, les gouvernements pourront élaborer un cadre définitionnel inclusif qui pourra ensuite être segmenté par des cycles de participation. Par ailleurs, ils pourront ainsi attirer les diasporas dans des processus de dialogue et d'écoute qui les aideront à accéder réellement à des informations en temps réel sur la façon dont elles peuvent et souhaitent participer.

Garantir des données suffisantes sur la composition organisationnelle de la diaspora peut faciliter la mobilisation de son capital social. L'autre facteur déterminant en termes d'information est de garantir des approches créatives pour accéder aux catégories de la diaspora difficiles à atteindre, comme ses membres vulnérables.

²⁰ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://www.dfa.ie/global-irish/support-overseas/emigrant-support-programme/>.

²¹ L. Kennedy, M.Lyes, et M. Russell. (2014). *Supporting the Next Generation of the Irish Diaspora*, Soutenir la prochaine génération de la diaspora irlandaise. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Irlande. Disponible sur <https://static1.squarespace.com/static/5ddfc1763d393a7e061bcb74/t/5e28847f59973a01ace229e7/1579713684112/Supporting+the+Next+Generation+of+the+Irish+Diaspora++C.pdf>.

Comme la prestation de services en collaboration a déjà été identifiée comme une approche cruciale de mise en œuvre, des considérations supplémentaires en ce sens comprennent l'importance de l'approbation par le gouvernement des agents de prestation de services préférés et l'allocation d'investissements de soutien visant à promouvoir le capital social de la diaspora dans le pays et à l'étranger. Cette démarche peut conduire à la création et à la présentation d'un argumentaire mutuel et d'une cause pour l'engagement de la diaspora qui lie le gouvernement et cette dernière.

En gardant ces éléments à l'esprit, le document d'orientation peut identifier cinq réflexions préliminaires en termes de développement technique des engagements de capital social des diasporas par les pays d'origine. Ces réflexions sont proposées comme des réflexions de premier plan, au regard des diverses capacités disponibles dans les différents pays pour concrétiser ces initiatives. Il s'agit des bases institutionnelles et législatives, de la capacité budgétaire, de la densité du réseau de missions diplomatiques, de la formalité des structures des communautés de la diaspora et d'autres déterminants clés de l'engagement du capital social de la diaspora.

1	S'assurer que le cadre législatif et les procédures sont développés pour soutenir la contribution politique active des communautés de la diaspora.
2	Proposer des investissements stratégiques, tant financiers que non financiers, pour renforcer les organisations et les réseaux de la société civile de la diaspora.
3	S'engager en faveur d'un double cadre de participation qui permet à la fois d'impliquer les personnes les plus performantes de la diaspora et de donner la priorité au soutien de ses membres vulnérables.
4	Établir des partenariats clés pour permettre une participation continue de la diaspora vulnérable.
5	Mettre en place un système de récompenses et des programmes de reconnaissance significatifs et symboliques pour communiquer la fierté liée à l'impact de la diaspora.

Illustration 1 Réflexions préliminaires sur l'engagement du capital social des diasporas pour les pays d'origine

3. Capital social des diasporas pour les pays de résidence

Bien que la mobilisation du capital social des diasporas ait été principalement axée sur la perspective des pays d'origine, il est instructif de commencer à faire le point sur les discussions émergentes concernant l'impact qu'un tel engagement peut avoir sur les pays de résidence. Certains pays de résidence, comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont ouvert la voie en faisant de la diplomatie des diasporas un outil grâce auquel l'engagement des diasporas dans leurs communautés peut faire progresser la participation politique et civique.

Très souvent, le niveau d'engagement sera également déterminé par celui des communautés de diasporas dans les pays de résidence à apporter une voix unifiée pour l'action. Tandis que les diasporas ont tendance à travailler de manière spécifique sur un pays ou sur une cause, la création de coalitions pour le changement par leur biais peut générer un puissant élan d'action de la part des pays de résidence, pour un engagement plus formel des communautés diasporiques dans leur pays. La Confédération mondiale de la diaspora constitue un projet phare à cet égard.

Étude de cas n° 9 - Confédération mondiale de la diaspora

La Confédération mondiale de la diaspora représente la plus grande organisation mondiale dirigée par des diasporas pour les organisations de diasporas. Il s'agit d'un mouvement mondial d'organisations de la diaspora œuvrant pour un monde d'unité, de paix et de progrès. La Confédération vise à unifier, soutenir,

développer et promouvoir les organisations de diasporas à travers le monde en établissant des liens avec tous les groupes intéressés par leurs communautés. Elle ambitionne de devenir un leader influent du système pour les intérêts des diasporas mondiales et à établir, initier, et incarner la voix authentique d'une alliance sectorielle mondiale des organisations de diasporas. Elle donne aux organisations de diasporas les moyens de créer continuellement des impacts durables, collaboratifs et positifs pour leurs communautés et sociétés.²²

3.1 Plaidoyer et vision politique

Les pays de résidence peuvent considérer le plaidoyer des diasporas comme un domaine d'engagement par lequel ils peuvent faire avancer leurs propres programmes de politique intérieure et étrangère. Que ce soit dans l'optique du développement des communautés locales ou des objectifs de politique étrangère en matière de diplomatie économique, l'engagement des communautés de la diaspora dans les pays de résidence peut donner accès à un leadership civique et politique influent.

Cela dépendra toutefois de l'ouverture et de la réceptivité des cadres de direction civils et politiques respectifs de ces pays à une diversité croissante de dirigeants. Il peut s'agir tout d'abord de fournir un accès clé à ce type de plaidoyer de la diaspora pour influencer l'agenda politique. Alors que la prééminence croissante de l'engagement des diasporas en tant que politique de développement de choix au niveau mondial est une source d'inspiration, un tel courage politique local sera nécessaire à plus d'un titre alors que le monde, à des rythmes différents, évolue dans un nouveau paysage géopolitique après la pandémie de COVID-19.

Il existe quelques premiers exemples clés sur la manière d'accroître cet accès, comme le All-Party Parliamentary Group on Migration au Royaume-Uni et sa collaboration avec le projet RAMP (Refugee, Asylum and Migration Policy, Politique sur les réfugiés, l'asile et la migration).

Étude de cas n° 10 - Groupe parlementaire multipartite sur la migration (APPG) sur la migration et le projet RAMP (Refugee, Asylum and Migration Policy, Politique sur les réfugiés, l'asile et la migration)

La mission de l'APPG est d'offrir une opportunité continue de débat politique fondé sur des preuves concernant les défis et les opportunités liés aux flux migratoires contemporains au Royaume-Uni. Les principales activités entreprises par l'APPG sur les migrations comprennent des réunions régulières entre partis au Parlement sur les questions d'immigration, ainsi que dans différentes régions du Royaume-Uni avec des parlementaires clés et d'autres parties prenantes. L'APPG produit régulièrement des documents d'information pour soutenir le débat, et met à la disposition des membres les derniers rapports sur les sujets clés.

Le secrétariat de l'APPG sur les migrations est le projet RAMP. La vision du RAMP est que le Royaume-Uni dispose d'un système de migration de classe mondiale qui contribue à créer une société prospère et intégrée, et qui est équitable pour tous. Il aide l'APPG à devenir une source d'informations indépendantes et bien documentées sur les questions clés de la migration et à organiser régulièrement des événements, des enquêtes et des séances d'information multipartites afin que les parlementaires puissent entendre des

²² Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://www.theglobaldiaspora.org/>.

*universitaires, des entreprises, des organisations de la société civile et des personnes ayant une expérience vécue du système migratoire britannique pour éclairer leur travail.*²³

3.2 Leadership politique et civique

Alors que le leadership des diasporas et son développement sont sans doute mieux traités dans le contexte du capital humain de ces dernières, le rôle du leadership politique et civique des diasporas dans les pays de résidence contribue clairement à faire progresser le leadership. Comme l'atteste la croissance de la migration internationale, la réalité à venir pour les pays de résidence veut qu'à mesure que les communautés de la diaspora augmentent leur mobilité et leur enracinement, il soit nécessaire d'adopter de plus en plus des identités doubles ou multiples dans le leadership civique et politique.

Bien entendu, cela devra également se refléter dans le leadership civique et politique des pays de résidence, à mesure que l'engagement des diasporas deviendra plus formel et institutionnalisé. Il est probable que le paysage politique verra un nombre croissant de dirigeants ayant une histoire de diaspora. Bien qu'il ne soit pas dans la portée de ce document d'identifier des échantillons de ces dirigeants actuels, il existe d'autres formes d'organismes structurés qui commencent les liens entre le leadership civique, commercial et politique dans les pays de résidence selon la perspective de la diaspora.

Il s'agit notamment des chambres de commerce, des organisations de la société civile de la diaspora et des conseils d'affaires internationaux. Ces exemples indiquent que l'engagement de ces dirigeants dans les pays de résidence ne sera pas le seul domaine du gouvernement et qu'il est important pour les gouvernements de structurer les engagements afin d'identifier les partenaires dont le travail peut être plus agile pour répondre aux opportunités par l'engagement de la diaspora.

Étude de cas n° 11 - US-India Business Council (Conseil des affaires américano-indiennes)

Le Conseil vise à créer un environnement commercial bilatéral inclusif entre l'Inde et les États-Unis en étant la voix de l'industrie, en reliant les gouvernements aux entreprises et en soutenant les partenariats commerciaux à long terme qui alimenteront l'esprit d'entreprise, créeront des emplois et contribueront avec succès à l'économie mondiale.

L'USIBC travaille avec ses membres pour identifier et faire avancer les principales priorités politiques, en s'appuyant sur les réunions du comité exécutif du U.S.-India Business Council, les consultations multilatérales et les discussions sectorielles avec les parties prenantes publiques et privées. L'USIBC facilite les rencontres entre les membres et les principaux décideurs des gouvernements américain et indien, et offre des possibilités de présentation et de mise en réseau au sein de ses membres.

*L'USIBC organise des tables rondes et des sommets d'affaires auxquels participent des chefs d'État de l'Inde et des États-Unis, des membres du Congrès américain, des membres du Parlement indien et des personnalités influentes de l'artère commerciale États-Unis-Inde.*²⁴

3.3 L'autonomisation civique des diasporas dans un monde post-pandémique

En termes de capital social de diaspora, une opportunité importante se profile pour les pays de résidence. Pendant la pandémie actuelle de COVID-19, les communautés de la diaspora étaient

²³ Pour de plus amples informations sur l'APPG sur la migration, veuillez consulter <https://appgmigration.org.uk/>. Pour de plus amples informations sur RAMP, consulter <https://www.rampproject.org/>.

²⁴ Pour plus d'informations, veuillez consulter <https://www.usibc.com/>.

souvent en première ligne pour aider à fournir des services dans les domaines de l'éducation/l'enseignement, de l'alimentation, de la santé et dans d'autres secteurs qui ont aidé les pays à relever les défis de la pandémie.

Alors que le monde se dirige, avec espoir et prudence, vers une situation post-pandémique, les pays de résidence seront soumis à une pression renouvelée pour qu'ils agissent afin de garantir l'autonomisation civique active des communautés de la diaspora. Cet état de fait peut être motivé à la fois par la reconnaissance de leurs contributions pendant la pandémie, mais parce que ces communautés ont souvent été les plus durement touchées par la pandémie. Une logique de leadership moral se fait jour pour que les pays de résidence s'approprient véritablement le capital social des diasporas et créent des moyens par lesquels leur participation civique et politique peut entrer dans une nouvelle ère.

Dans un monde post-pandémique, cela peut se traduire par un soutien supplémentaire dans les pays de résidence pour faire progresser le rôle des diasporas dans les pays d'origine et de destination. Il peut s'agir d'une autre instrumentalisation puissante de la diplomatie des diasporas par les pays de résidence. Alors que d'autres documents techniques explorent cette question sous d'autres angles, comme celui de l'entrepreneuriat, le composant de leadership civique considéré ici est basé sur l'argument selon lequel les diasporas ont souvent été éloignées de leur foyer au cours des dernières années.

Les pays de résidence peuvent désormais renforcer le sentiment d'appartenance et de loyauté au sein des communautés de diasporas en leur donnant les moyens de devenir des agents actifs du changement dans leur pays d'origine et dans leur patrie d'adoption. Les besoins à court terme de la diaspora et ceux de leurs communautés dans leur pays et à l'étranger peuvent constituer un puissant appel à l'action à travers la mobilisation de ces populations dans leurs pays de résidence. Ainsi, une partie du travail de réponse effectué pendant la pandémie pourrait prendre une tournure plus proactive en aidant les dirigeants civiques et politiques de la diaspora à établir un programme d'action collaborative pour un monde post-pandémique.

Étude de cas n° 12 - Soutenir la réponse et l'aide face à la COVID-19 au niveau national par le décaissement et la facilitation de sous-subsidations pour certaines organisations de la diaspora

Afin de galvaniser l'engagement de la diaspora dans la réponse à la COVID-19, l'OIM à Washington, DC met en œuvre un projet financé par le Bureau des Affaires humanitaires d'USAID, dans le but ultime d'accroître la portée et l'efficacité de l'aide aux communautés touchées par la pandémie.

La phase initiale comprend l'évaluation des besoins de la situation de COVID-19 sur le terrain ainsi que la préparation de l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI). Il invite les organisations de la diaspora du monde entier à soumettre leurs propositions d'interventions immédiates et à plus long terme pour faire face aux retombées de la COVID-19 en collaboration avec des partenaires locaux, nationaux et/ou internationaux, en particulier ceux qui mènent déjà des actions d'aide humanitaire liées au COVID-19.

Dans le cadre de la deuxième étape, un total de huit (8) fonds seront disponibles pour les organisations de la diaspora sélectionnées afin de mettre en œuvre leurs projets dans les cinq (5) pays suivants : Tunisie, Mexique, Zimbabwe, Liban et Philippines.

La troisième étape est le suivi, l'évaluation et l'exploration des leçons apprises, au cours de laquelle tous les acteurs et parties prenantes partageront leurs expériences en matière de coopération, de mise en œuvre, d'apprentissage et de réponse aux communautés sur le terrain.²⁵

3.4 Délimiter les considérations sur les institutions, l'information et la mise en œuvre pour les pays de résidence

Le document reconnaît que la base analytique pour explorer les contributions et la valeur du capital social de la diaspora pour les pays de résidence ne fait qu'émerger. Dans ce domaine, il ne peut par conséquent qu'examiner certaines des premières considérations techniques sur les institutions, l'information et la mise en œuvre dans les pays de résidence. Ces considérations sont alignées sur le fait que les pays de résidence font face à des perspectives et à des pressions différentes en ce qui concerne la manière dont ils peuvent bénéficier dans les faits de l'engagement du capital social de la diaspora, le coordonner et le gérer.

Le document d'information propose cinq considérations préliminaires aux pays de résidence pour relever les défis et saisir les opportunités liées au capital social de la diaspora.

1	S'engager dans des activités visant à intégrer davantage le capital social des diasporas en tant que facteur de cohésion sociale et politique dans les pays de résidence.
2	Développer un soutien, financier et non financier, pour créer des réseaux de pairs entre les leaders civils de la diaspora et les leaders civils nationaux.
3	S'engager à réformer la législation et les politiques afin d'intégrer le capital social de la diaspora dans les plans sectoriels et de développement nationaux.
4	Créer des outils pour amplifier les voix et la participation du capital social des diasporas dans les consultations publiques ou les processus politiques.
5	Faire de la diplomatie des diasporas, y compris leur participation dans les pays de résidence, un pilier essentiel de l'agenda de la politique intérieure et étrangère.

Illustration 2 Réflexions préliminaires pour les pays de résidence concernant l'engagement du capital social des diasporas

4. Construire un avenir cocréé pour le capital social des diasporas

Le document d'orientation a abordé certaines interventions critiques susceptibles d'aider les gouvernements des pays d'origine et de résidence à définir des capacités et des outils pertinents visant à garantir une participation civique et politique active des diasporas. À bien des égards, l'action du capital social des diasporas est inextricablement liée à l'importance de se concentrer à la fois sur les pays d'origine et de résidence, car ce capital fait le lien entre les deux terrains.

Des questions cruciales demeurent pour les deux circonscriptions quant à la portée de l'engagement du capital social des diasporas, afin de garantir que l'influence politique n'entraîne pas une politisation excessive de l'engagement des diasporas. De même, il faut maintenant saisir les occasions importantes de répondre aux héritages potentiels qui peuvent être constitués par le capital social des diasporas pour construire des sociétés plus équitables et participatives dans le pays et à l'étranger. Bien entendu, cela nécessitera également une négociation attentive avec les communautés locales dans les pays d'origine et de résidence afin qu'elles soutiennent de tels rôles pour les diasporas.

²⁵ Pour plus d'informations, veuillez consulter le site <https://www.idiaspora.org/en/projects/diasporas-engagement-covid-19-response-and-relief>.

Par conséquent, afin d'orienter l'attention vers les résultats attendus de ce groupe de travail technique, le document fournit quelques signaux précurseurs de ce qui peut être développé au niveau des politiques, des programmes et des partenariats afin d'améliorer les engagements du capital social des diasporas à la fois pour et par les pays d'origine et de résidence.

4.1 Agir et produire des effets : politiques, programmes et partenariats

Ces réflexions préliminaires sont proposées comme base de discussion. Il est prévu qu'à travers les échanges techniques du groupe de travail, ces recommandations seront complétées par les idées des acteurs pertinents pour faire avancer un futur cadre d'action visant à accroître les engagements du capital social des diasporas pour les pays d'origine et de résidence.

Domaine	Recommandation	Acteur(s) responsable(s)	Résultats potentiels de l'action du GDS
Politique	Donner la priorité aux apports du capital social des diasporas dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques dans les pays d'origine et de résidence.	Gouvernements des pays d'origine et de résidence.	S'engager à faire progresser un réseau mondial d'élaboration des politiques de la diaspora qui relie les gouvernements et ses dirigeants civils.
Programme	Des programmes de mobilisation du capital social de la diaspora devraient renforcer les capacités opérationnelles et de leadership des réseaux et organisations de cette dernière, conformément aux attentes actuelles à l'égard de ces opportunités, afin de promouvoir une officialisation plus poussée des mécanismes de mobilisation de ce capital.	Gouvernements des pays d'origine et de résidence, organisations de la diaspora, partenaires internationaux de développement.	S'engager à investir dans des programmes collaboratifs à grande échelle de développement du leadership de la société civile de la diaspora.
Partenariat	Les engagements en matière de capital social des diasporas doivent intégrer des fournisseurs de services non gouvernementaux afin de garantir l'accès à ses principaux membres marginalisés. Il s'agira de partenaires tels que des acteurs de la société civile, des fondations, des organisations internationales et des partenaires de recherche.	Gouvernements des pays d'origine et de résidence, organisations de la diaspora, partenaires internationaux de développement.	S'engager à donner la priorité à un programme d'action multipartite visant à impliquer à la fois les membres prospères et vulnérables de la diaspora.

Illustration 3 Raison d'être des recommandations pour les énoncés de résultats potentiels du GDS pour le capital social des diasporas

Politiques recommandées

Les gouvernements des pays d'origine et de résidence sont confrontés à des défis permanents pour faire passer les politiques d'engagement des diasporas de la phase de conception à la phase de mise en œuvre. Au cours de ces phases, l'importance du capital social des diasporas, en tant que contributeur à la conception et à la mise en œuvre des politiques, apparaît comme un élément central pour tous les acteurs. Une intensification de la collaboration et des échanges en matière de politiques est essentielle pour la participation des diasporas, afin que les pays d'origine et de résidence puissent s'inspirer des bonnes pratiques en matière d'information et d'intégration du capital social dans le processus politique, notamment au niveau de la gouvernance pour la mise en œuvre.

Ainsi, ce document d'orientation fournit une recommandation politique selon laquelle les pays d'origine et de résidence devraient donner la priorité aux contributions du capital social des diasporas dans leur processus de développement et de mise en œuvre des politiques. La diaspora pourra ainsi continuer à s'approprier le programme tout en renforçant sa participation au développement de l'infrastructure de sa communauté et au soutien du gouvernement et des autres partenaires, de la conception à la mise en œuvre.

Programmes recommandés

Les besoins d'information et de mise en œuvre nécessaires à un impact à long terme du capital social des diasporas supposent que ses initiatives en matière de programmes cultivent une nouvelle ère de leadership. De nombreuses organisations de diasporas restent bien intentionnées, mais sont des organisations relativement informelles. Pour véritablement renforcer la présence des diasporas, les interventions de plusieurs acteurs sont indispensables aux programmes mis en œuvre, afin de permettre à ces organisations de réussir et de durer. Les ingrédients indispensables à la réussite il y a vingt ans sont fondamentalement différents aujourd'hui au niveau de l'organisation et du leadership. Ces compétences et ces outils doivent être intégrés au processus de participation des diasporas afin de stimuler la croissance du secteur, ce qui implique l'intégration d'acteurs non traditionnels.

Aussi, ce document d'orientation recommande-t-il que les engagements en faveur du capital social des diasporas renforcent les capacités opérationnelles et de direction des réseaux et organisations de leur société civile, conformément aux exigences actuelles de ces opportunités. Cette démarche devra principalement viser à formaliser davantage les engagements du capital social de la diaspora en créant ou en soutenant ses organisations et ses dirigeants.

Partenariats recommandés

Les gouvernements des pays d'origine et de résidence ne seront pas les seuls responsables de l'amélioration de la participation des diasporas par le biais de leur capital social. Comme nous l'avons vu dans ce document, la communication, les réseaux et l'accès nécessaires pour engendrer une mobilisation globale du capital social des diasporas mettront le gouvernement en contact avec une grande variété de partenaires potentiels.

Ainsi, ce document d'orientation tend à recommander un partenariat dans le cadre duquel la participation du capital social de la diaspora devra intégrer des fournisseurs de services non gouvernementaux afin de garantir l'accès aux principaux membres marginalisés. Il s'agira de partenaires tels que des acteurs de la société civile, des fondations, des organisations internationales et des partenaires de recherche. Les gouvernements des pays d'origine et de résidence s'engageront ainsi à

faire des communautés vulnérables un public cible essentiel de toute intervention politique ou programmatique.

5. Trois questions destinées à éclairer le groupe de travail thématique

En parcourant les rôles complexes et les opportunités pour les pays d'origine, les pays de résidence et le cadre optimal pour l'engagement du capital social de la diaspora, ce groupe de travail technique peut définir quelques questions d'orientation qui concordent avec les résultats attendus du groupe de travail. Ces résultats seront inscrits dans le document final du GDS qui définira la planification et le suivi du Pacte mondial sur les migrations (CGM) à mener par le biais du Forum d'examen des migrations internationales (IMRF). Le document final sera envisagé comme un Programme d'action pour l'avenir qui guidera et façonnera la collaboration mondiale sur l'engagement de la diaspora.

Dans la ligne des efforts visant à renforcer la mise en œuvre du GCM par le biais de l'IMRF, le Programme d'action pour l'avenir du GDS donne l'occasion d'élaborer en temps opportun une déclaration mondiale inclusive d'un Programme d'action pour l'avenir en matière d'engagement de la diaspora qui puisse directement aviser l'IMRF et la mise en œuvre plus large du GCM.²⁶ Le Programme d'action pour l'avenir visera donc à guider le processus et à définir des engagements prioritaires pour contribuer à cette déclaration mondiale. Il pourra ensuite servir de cadre d'action mondial pour l'engagement de la diaspora afin de contribuer directement à la poursuite de la mise en œuvre et à l'avenir de l'Objectif 19 du GCM en suscitant la collaboration active de toutes les parties prenantes à travers l'écosystème de l'engagement de la diaspora.

Les questions d'orientation pour chaque atelier technique du GDS doivent toutes participer à élaborer des contributions exploitables en vue d'une déclaration mondiale de soutien à l'action dans l'engagement de la diaspora qui s'aligne directement sur l'Objectif 19 du GCM. Nous identifions ci-dessous quatre questions d'orientation pour lancer ce processus. Elles sont conçues pour aborder les étapes politiques, programmatiques et de partenariat afin de réaliser le programme d'action et pour explorer comment établir le GDS en tant que réunion mondiale pour guider le processus de réalisation de cette ambition.

- Politique : Que peut recommander le Programme d'action pour l'avenir au niveau politique afin de réaliser une action de collaboration mondiale sur le capital social de la diaspora ?
- Programme : Que peut recommander le Programme d'action pour l'avenir comme programmes d'engagement de la diaspora dans le capital social de la diaspora ?
- Partenariat : Qui sont les principaux acteurs à établir des partenariats avec les gouvernements pour augmenter les effets de l'engagement du capital social de la diaspora et comment le Programme d'action pour l'avenir peut-il soutenir de tels partenariats ?
- Processus : Comment le Programme d'action pour l'avenir peut-il réaffirmer l'importance du GDS en tant que processus de référence dans le monde pour réaliser cette action de collaboration internationale pour l'engagement de la diaspora ?

²⁶ Pour plus d'information sur le soutien qu'apporte l'IMRF à la mise en œuvre du GCM, voir <https://www.un.org/en/migration2022/> et <https://migrationnetwork.un.org/pledges>.

6. Résultats attendus du groupe de travail technique

Compte tenu du cadre préliminaire proposé dans ce document d'orientation et de l'expertise des participants en matière d'engagement du capital social des diasporas, le groupe de travail technique pourrait envisager les résultats suivants en termes d'élaboration de résultats significatifs et mesurables. Ils ont été classés en résultats directs du groupe de travail et résultats visionnaires du groupe de travail.

Résultats directs

Modules d'effets pair à pair : Le groupe de travail technique peut servir aux échanges de pair à pair entre gouvernements pour définir de manière modulaire les effets de l'engagement du capital social de la diaspora. Des collaborations post-groupe de travail pourront être tissées pour poursuivre l'élan au-delà du Sommet mondial de la diaspora avec une collaboration entre gouvernements sur l'engagement de la diaspora.

Suivi : Des décisions collaboratives peuvent être prises sur la meilleure façon de surveiller et de suivre l'impact des contributions du capital social des diasporas. On peut extrapoler une base de référence pour ce suivi en partageant les pratiques existantes et en identifiant les enseignements clés à tirer et les échecs rencontrés dans ce domaine d'engagement.

Recherche de partenariats : Un résultat direct peut être la recherche de partenariats pour identifier les principaux soutiens externes que les gouvernements des pays d'origine et de résidence peuvent mobiliser pour obtenir des engagements significatifs de capital social de la diaspora. Ces partenariats peuvent inclure la société civile, y compris les organisations de la diaspora, les fondations, les partenaires de développement internationaux, les entreprises technologiques et d'autres personnes identifiées par les participants au groupe de travail technique.

Résultats visionnaires

Le programme d'action pour l'avenir du capital social des diasporas : Ce résultat visionnaire consiste à définir la portée d'un programme d'action pour l'avenir pour l'engagement des diasporas par le capital social. Ce résultat peut être rationalisé par les résultats directs susmentionnés afin de mettre en place un programme réalisable d'intégration du capital social des diasporas pour des contributions positives aux pays d'origine et de résidence. Les dynamiques à observer dans le cadre de ce programme seront l'intérêt politique accru pour le capital social des diasporas, le renforcement stratégique de la recherche, la création de nouvelles applications pour soutenir la participation du capital social des diasporas, et l'échelle ou la reproductibilité des modèles de réussite déjà opérationnels sur le marché.

Un cadre participatif pour l'action future : Ce résultat visionnaire décomposera les niveaux complexes de leadership et de partenariat nécessaires à la réussite de l'engagement du capital social des diasporas afin de proposer une vue d'ensemble des parties prenantes nécessaires à la réalisation du futur programme d'action. Il peut servir d'inspiration aux dirigeants de ces différents marchés pour centraliser le capital social des diasporas dans leur portefeuille actuel et futur d'activités stratégiques. Cela garantira que le Programme d'action pour l'avenir sera un programme inclusif qui bénéficiera d'une appropriation active par tous les acteurs de l'écosystème d'engagement de la diaspora.

Conclusion

Ce bref document d'orientation est fourni comme base contextuelle au groupe de travail technique sur le capital social de la diaspora au GDS. Il explore des thèmes de discussion avec quelques informations de référence et des instructions pour guider le groupe de travail technique. Au vu des résultats attendus de ce groupe de travail, il est prévu que l'étendue et la diversité de l'expertise et de l'expérience des participants au groupe de travail technique feront progresser ces discussions préliminaires afin d'esquisser collaborativement une future déclaration d'action pour garantir que le capital social de la diaspora apportera des bénéfices mutuels aux pays d'origine et de résidence.